

La France s'engage à accorder à l'Afrique 2 milliards d'euros d'ici à 2020



Paris, 2 décembre, (RHC).- Sous la devise « Défi climatique et solutions africaines », ce mardi 1er décembre, dans le cadre de la COP21, le président français, François Hollande a organisé un sommet qui a réuni douze chefs d'Etats africains, des représentants de plusieurs gouvernements et institutions internationales, telles que la Banque mondiale, la Banque africaine de développement. pour discuter des solutions aux questions prioritaires de l'accès aux énergies renouvelables, de la lutte contre la désertification et de la préservation du Lac Tchad. La Présidente de la Commission de l'Union africaine a elle aussi participé à cette rencontre.

Le chef de l'Etat français a promis de remettre à l'Afrique 2 milliards d'euros d'ici à 2020 pour le développement des énergies renouvelables. « La France veut montrer l'exemple », montrer qu'elle n'est pas simplement « le soutien aux forces africaines » comme au Mali et en République Centrafricaine- a déclaré le président français en présence de ses homologues africains.

Les 2 milliards promis pour les énergies renouvelables représenteront une « augmentation de 50% par rapport aux cinq dernières années »- a souligné François Hollande qui a tenu à préciser que l'Afrique recevra « une part très substantielle » de l'effort financier global consenti par la France pour lutter contre le réchauffement climatique, qui doit être lui-même porté de 3 à 5 milliards d'euros par an d'ici à 2020.

L'Afrique subit de plein fouet les conséquences du réchauffement alors qu'elle n'est responsable que de 4% des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Le président français a admis que le monde a une dette écologique à régler à l'égard du continent africain ».

Pour sa part la présidente de l'Union Africaine Nkosazana Dlamini-Zuma a plaidé pour un « accord ambitieux » à ce sommet. Elle a lancé un appel à reconnaître une « responsabilité différenciée qui tienne compte des capacités de chacun », pays développés et émergents.

De son côté, le président guinéen Alpha Condé, a signalé que la situation en Afrique appelle non pas des « généralités » mais des « propositions concrètes » de la communauté internationale. « Nous souhaitons une enveloppe précise pour les barrages » hydroélectriques, a-t-il insisté.

« Il nous faut avant de quitter Paris savoir concrètement ce que la communauté internationale mettra sur les projets » portés par le continent, a pour sa part déclaré le président sénégalais Macky Sall.

Pari les initiatives avancées par l'Afrique, les efforts pour ériger du Sénégal à Djibouti, une « Grande muraille verte », barrière végétale destinée à contenir l'avancée du désert. Les riverains du lac Tchad envisagent pour leur part de détourner les eaux de la rivière Oubangui pour faire remonter le niveau du lac.

« Il est temps de sauver le lac Tchad [dont la superficie est passée de 25 000 km² dans les années 60 à 2 500 km² aujourd'hui et que des engagements financiers soient donnés autour de cette table », a encore lancé le chef de l'Etat sénégalais.

Pour ces projets d'« adaptation » aux conséquences du réchauffement climatique, la France s'est engagée à « tripler progressivement ses aides bilatérales en Afrique, pour atteindre 1 milliard d'euros par an en 2020 ».

« J'ai vu de mes yeux le fleuve Niger, au fil des mois se perdre dans les sables », a témoigné le président malien Ibrahim Boubacar Keita. Au-delà des ravages pour la planète, le changement climatique a « des conséquences désastreuses pour ses habitants », a rappelé le chef de l'Etat mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz, évoquant la pauvreté et les cultures détruites.

Quant au Nigérien Mahamadou Issoufou, il a souligné la « liaison étroite entre l'assèchement du Lac Tchad et le terrorisme dans la région » où sévit la secte islamiste Boko Haram. Mentionnant le « cortège de réfugiés et de déplacés » – environ cinq millions, selon le Nigeria – liés à ces deux fléaux, il appelé à agir « vite, vite, avant qu'il ne soit trop tard ».

Pour sa part le ministre français des Affaires étrangères qui est le président de la COP 21 a signalé dans un discours que l'esprit de cette Conférence, est d'accorder une importance majeure aux engagements des acteurs non gouvernementaux dans le cadre du Plan d'action Lima-Paris et de faciliter l'obtention d'un accord au terme de ces 11 journées.

La Secrétaire exécutive de la CCNUCC Christiana Figueres a de son côté déclaré : « Face à l'adversité, face aux menaces de toutes sortes, Paris doit être là où le monde s'unit. Jamais une responsabilité aussi grande n'avait été dans les mains de si peu de gens, le monde vous regarde, le monde compte sur vous ».

Le prince Charles a quant à lui lancé une mise en garde. « En modifiant le climat, nous devenons les architectes de notre propre destruction »-a-t-il souligné.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/77570-la-france-sengage-a-accorder-a-lafrique-2-milliards-deuros-dici-a-2020>



Radio Habana Cuba